

Madame la ministre de la Transition Écologique, de l'Énergie, du
Climat et de la Prévention des risque, Agnès Pannier-Runacher
Hôtel de Roquelaure
246 boulevard Saint-Germain
750007 Paris

à Paris, le 28 septembre 2024

Objet : Conseil des ministres de l'Environnement du 14 octobre – Stratégie pour la durabilité des produits chimiques : maintenir l'engagement à la réalisation des objectifs de protection de la santé

Madame la Ministre,

Générations Futures, association agréée par votre ministère et **reconnue d'intérêt général**, tenait à vous féliciter pour votre nomination en tant que ministre de la Transition écologique, de l'Énergie, du Climat et de la Prévention des Risques.

En tant que membre de la Health and Environment Alliance ([HEAL](#)), une coalition de plus de 80 organisations travaillant à une meilleure santé grâce à un environnement plus sain, nous vous écrivons aujourd'hui pour vous demander votre appui lors du Conseil Environnement d'octobre.

Il y a quatre ans, le 14 octobre 2020, la Commission européenne a adopté sa Stratégie pour la durabilité des produits chimiques (CSS), plaçant l'engagement en faveur d'un haut niveau de protection de la santé et de l'environnement au cœur de cette vision à long terme pour la politique des produits chimiques de l'UE et vers un environnement sans toxiques. La CSS a été ensuite approuvée par le Conseil Environnement en mars 2021.

Dans les conclusions du Conseil de juin 2024 sur l'examen mi-parcours du 8e programme d'action pour l'environnement, le **Conseil « exhorte la Commission à maintenir un haut niveau d'ambition dans la mise en œuvre de la stratégie »** et réaffirme l'engagement en faveur d'un environnement sans toxiques comme base de la promotion d'une industrie européenne durable, compétitive et résiliente.

Les ministres de la Santé et de l'Environnement se sont engagés à s'attaquer à cette triple crise du climat, de la biodiversité et de la pollution, ainsi qu'à son impact sur la santé, dans la [Déclaration de Budapest](#) sur l'environnement et la santé adoptée lors de la septième Conférence ministérielle sur l'environnement et la santé de la région européenne de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en juillet 2023.

Nous en appelons maintenant à votre soutien et à votre leadership pour garantir lors du Conseil du 14 octobre que ces engagements en faveur d'un haut niveau de protection de la santé et de l'environnement demeureront au cœur du mandat de la Commission européenne 2024-2029, y compris la mise en œuvre des mesures de protection de la santé promises dans la CSS ainsi que dans la Déclaration de Budapest.

Comme vous l'avez rappelé lors du Congrès de la nature du 26 septembre organisé par le comité français de l'UICN, changement climatique et effondrement de la biodiversité « sont les deux faces d'une même pièce ». **Nous souhaitons vous rappeler que cette pièce comporte une troisième face, celle de l'omniprésence des polluants chimiques dans l'environnement.**

Bien que le contexte des finances publiques soit tendu, vous pouvez également faire valoir que l'action visant à réduire l'exposition à des produits chimiques dangereux présents partout dans notre vie quotidienne est également essentielle d'un point de vue économique et apporte des avantages significatifs pour la santé.

Selon l'[Agence européenne des produits chimiques \(ECHA\)](#), **les bénéfices pour la santé publique résultant de la restriction de la fabrication et de l'utilisation de produits chimiques dans l'UE s'élèvent à 2,1 milliards d'euros chaque année**, dépassant largement les coûts annuels associés de 0,5 milliard d'euros.

L'exposition aux PFAS, les "polluants éternels", **est estimé à 52 et 84 milliards d'euros par an** de coût pour l'UE, tandis que les coûts de santé liés aux produits chimiques perturbateurs endocriniens, des substances qui affectent le système hormonal du corps à, **163 milliards d'euros par an**. Ce fardeau économique pour la santé entrave toute tentative de l'UE de renforcer sa compétitivité et sa durabilité.

Notre position reflète également les préoccupations des Européens et Européennes. Selon un récent [sondage Eurobarometer](#), **plus de quatre Européens sur cinq (84 %) s'accordent à dire que la législation de l'UE est nécessaire pour protéger l'environnement** dans leur pays et s'inquiètent de l'impact des produits chimiques nocifs présents dans les produits de tous les jours sur leur santé et leur environnement.

Nous sommes à votre disposition pour vous soutenir dans vos efforts et répondre à vos questions sur la manière dont l'UE peut protéger la santé par un environnement sain et des politiques ambitieuses.

Veillez agréer, Madame la Ministre, nos salutations les plus sincères.

Nadine Lauverjat,
Déléguée générale de Générations Futures



générations
FUTURES